



Brésil - Jirau : Engie inaugure son très contesté barrage amazonien

Par [Olivier Petitjean](#)

Mondialisation.ca, 22 décembre 2016

[Observatoire des Multinationales](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)
Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#),
[Transnationales](#)

Engie a annoncé la mise en service définitive du grand barrage de Jirau, au Sud-ouest de l'Amazonie brésilienne à proximité de la Bolivie. La construction de cet ouvrage démesuré aura été marquée par des problèmes et des controverses sans fin, avec lesquels la firme française n'en a sans doute pas fini. Sur place, les opposants au barrage dénoncent les violences et les menaces dont ils continuent à faire l'objet. Dans le même temps, Engie - tout comme Total - affiche son intérêt à racheter des actifs de Petrobras, l'entreprise pétrolière nationale en pleine crise.

L'entreprise française Engie a officiellement inauguré la semaine dernière le mégabarrage de Jirau, sur le rio Madeira dans la région amazonienne du Brésil, après la mise en service de la dernière de ses cinquante turbines. Cette centrale hydroélectrique, dont la construction avait commencé il y a huit ans, a été marquée par de multiples problèmes et controverses, touchant aussi bien à ses impacts sur l'environnement (déforestation, déclin des populations de poisson traditionnellement pêchées par les riverains) et pour les tribus indigènes de la région qu'aux conditions de travail sur le chantier. Jirau a en effet connu deux émeutes ouvrières de grande ampleur, et des sous-traitants d'Engie ont été condamnés par la justice brésilienne pour travail forcé. Le processus d'autorisation du barrage avait été marqué par de nombreuses irrégularités et manœuvres politiques.

L'Observatoire des multinationales avait consacré une [grande enquête en cinq volets](#) à ce barrage et aux problèmes qu'il soulève. Nous sommes ensuite revenus à plusieurs reprises sur ce dossier, notamment lorsque Engie [a émis une « obligation verte »](#) pour boucler son financement et lors des [inondations dramatiques](#) qui ont frappé la région au début de l'année 2014.

Irresponsabilité

Les problèmes ne sont pas pour autant réglés pour Engie. L'entreprise française encourt une amende de 2 milliards de réais brésiliens (environ 600 millions d'euros) de la part de l'autorité de régulation du secteur de l'électricité pour le retard du chantier. Le représentant d'Engie au Brésil [a expliqué à Reuters](#) que l'entreprise ne se considérait pas comme responsable des problèmes de sûreté sur son propre chantier ni de la révolte de ses propres ouvriers...

Des témoins locaux font également état de violations continues des droits humains dans la

zone du barrage. Selon le [Mouvement brésilien des personnes affectées par les barrages \(MAB\)](#), une militante locale très active dans la contestation du barrage, Nilce de Souza Magalhães, dite « Nicinha », a été assassinée en janvier 2016, et deux autres militantes sont aujourd’hui exposées à des menaces physiques, en raison de leur activisme sur les conditions de compensation et de relogement des populations affectées par le barrage. Le petit État de Rondônia, où se situe Jirau, apparaît comme l’un des plus violents du Brésil, avec pas moins de dix-sept défenseurs des droits humains assassinés en 2016, soit 30% du total national.

Malgré toutes les controverses occasionnées par ce barrage, Engie n’a pas hésité à s’engager dans une [politique très active](#) de « greenwashing » de Jirau. L’entreprise met par exemple en avant la création d’une ville nouvelle, Nova Mutum Paraná, sans préciser que de nombreux habitants ont refusé de s’y installer, et qu’elle laissait se développer à quelques kilomètres de là une ville champignon à l’atmosphère de far west, Jaci Paraná, pour tous ceux dont elle ne se sentait pas « responsable » (voir le film réalisé par Reporter Brasil, [Jaci - le sept péchés d’un ouvrage amazonien](#)). L’ouvrage a également permis à Engie de bénéficier de « crédits carbone » lui permettant de continuer à émettre des gaz à effet de serre ailleurs.

Engie et Total lorgnent sur les actifs de Petrobras

En même temps qu’elle annonçait la mise en service de la dernière turbine de Jirau, l’entreprise énergétique française a également affiché son intérêt pour certains actifs de Petrobras. La firme pétrolière nationale brésilienne est au centre d’un vaste scandale de corruption qui a entraîné une profonde crise politique dans le pays. La présidente Dilma Rousseff a été débarquée par une coalition d’élus conservateurs directement impliqués dans le scandale, ce qui a été qualifié de « coup d’État légal » par de nombreux militants et observateurs brésiliens et internationaux.

Le nouveau gouvernement s’est immédiatement embarqué dans un programme d’austérité et de privatisations sans précédent. Celui-ci implique notamment la libéralisation du secteur pétrolier et la vente d’actifs de Petrobras pour résorber sa dette. Une opportunité que Total aura été la première à saisir, en signant il y a quelques semaines un accord de partenariat approfondi avec Petrobras (comparé par certains à l’alliance Renault-Nissan) pour développer des projets pétroliers et gaziers au Brésil et ailleurs dans le monde, mais aussi potentiellement étendre leurs activités dans le domaine de la production et la distribution d’électricité au Brésil même [1]. Le PDG de Total Patrick Pouyanné aura été l’un des premiers dirigeants de multinationale à rencontrer officiellement Michel Temer, le nouveau et très impopulaire président brésilien.

Selon la presse brésilienne, les [discussions sont d’ores et déjà en cours](#) pour que Total acquiert une partie des actifs de Petrobras dans plusieurs gisements pétroliers très convoités du « *pre sal* », au large des côtes brésiliennes. Quant à Engie, elle serait surtout intéressée par des actifs de Petrobras dans le gaz et les infrastructures gazières.

Olivier Petitjean

Photo : Gouvernement brésilien, CC.

[1] Les entreprises étatiques de distribution d'électricité sont en première ligne sur la liste des privatisations.

La source originale de cet article est [Observatoire des Multinationales](#)

Copyright © [Olivier Petitjean](#), [Observatoire des Multinationales](#), 2016

Articles Par : [Olivier Petitjean](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca